



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Contre l'extrême droite, la solidarité du monde du travail

Le maire de Saint-Brévin-les-Pins n'a pas eu d'autre choix que de démissionner, après des mois de manifestations d'extrême droite dans sa ville, du RN aux groupuscules néofascistes en passant par le parti de Zemmour. Des mois de menaces et jusqu'à un incendie criminel à son domicile le 22 mars dernier. Ce qui lui est reproché ? Avoir entériné, en février 2022, le déplacement dans sa commune d'un Centre d'accueil de demandeurs d'asile, à la demande de l'État. Dont nombre d'habitants de la commune étaient partisans, l'imbécillité xénophobe étant loin de dominer !

Soutien tardif... de pompiers pyromanes !

Aussitôt la démission du maire annoncée, voilà que Macron lui a fait savoir tout son soutien et Borne a proposé de le recevoir. Ce soutien de la 25^e heure ne fait que souligner l'absence de soutien de l'État face aux menaces de l'extrême droite, mais aussi sa complicité avec celle-ci : le gouvernement court derrière elle. Darmanin met en scène l'expulsion de familles des bidonvilles de Mayotte et y procède à de vraies rafles. Il reproche haut et fort à la Première ministre d'extrême droite en Italie, Meloni, de ne pas réussir à stopper les migrants. Alors il peut bien mettre en scène sa consigne aux préfets d'interdire toutes les manifestations de l'extrême droite, à la suite de l'indignation provoquée par la manifestation autorisée de centaines de fachos cagoulés à Paris le 6 mai dernier, sa posture ne fait pas illusion. Il aura toujours la main plus lourde pour interdire nos casserolades.

Diviser pour mieux exploiter

Ces discours xénophobes voudraient diviser. Si une majorité de la population de Mayotte vit dans la pauvreté, ce n'est pas à cause de plus pauvres qu'eux, venus du même archipel des Comores, mais bien du délaissement de l'État français. Si nous connaissons les bas salaires et la précarité dans l'Hexagone, ce n'est pas à cause des migrants mais en raison de la rapacité du patronat. Un patronat dont Macron et Le Pen défendent les intérêts. Ainsi Darmanin prévoit dans sa loi « Immigration » un titre de séjour d'un an pour les secteurs en pénurie de main-d'œuvre, donc les métiers les plus pénibles et les plus mal rémunérés. Il fait l'équilibriste, entre satisfaire les besoins du patronat et manier la rhétorique xénophobe en faveur des expulsions.

Guerre aux pauvres et aux travailleurs

Le gouvernement de Meloni en Italie est un exemple parlant de ce que l'extrême droite au pouvoir réserve aux classes populaires. C'est à l'occasion de la journée du 1^{er} mai qu'elle a choisi d'annoncer la suppression du « revenu de citoyenneté », soit 572 euros en moyenne, versés aux familles les plus pauvres. Les personnes considérées comme « employables » recevront désormais 350 euros à condition d'effectuer un travail (non rémunéré !) au sein de leur commune ou d'une collectivité. Ces attaques contre les plus pauvres s'accompagnent de cadeaux pour le patronat. Les emplois en CDD sont facilités et les contrôles pour vérifier qu'il ne s'agit pas de CDD abusifs sont quasi supprimés. Dans l'hôtellerie-restauration, qui propose des salaires extrêmement bas pour des conditions de travail éreintantes, l'État prévoit un contrat d'apprentissage pour les chômeurs de plus de 40 ans.

Une seule et même classe ouvrière

Après trois mois d'une mobilisation qui leur a causé bien des cheveux blancs, Macron et ses ministres tentent d'allumer un contre-feu xénophobe. Ces manœuvres de diversion voudraient semer la haine et nous faire tourner la page des luttes collectives. Face aux bas salaires, que l'inflation ne cesse de réduire, face au recul de l'âge de la retraite, dont personne ne veut et que le RN s'est bien gardé de dénoncer, et face à tout le reste, nos mobilisations doivent et vont continuer.

Quelles que soient nos origines et nos nationalités, nous n'avons comme ennemis que les patrons, et un monde à gagner en nous rassemblant dans nos luttes.

RETRAITES : Deux ans de plus pour les profits du patronat, c'est toujours non !

Les directions des 5 confédérations syndicales « représentatives » ont finalement toutes accepté de rencontrer la Première ministre cette semaine. Pour rappeler leur refus de la réforme des retraites, assurent-elles. Pensent-elles parler plus fort chacune à leur tour que les millions de travailleurs et de jeunes mobilisés depuis des mois ? Quelles propositions attendent-elles sur les salaires, les conditions de travail ou la démocratie en entreprise de la part d'un gouvernement qui multiplie les cadeaux au grand patronat et les attaques contre les droits sociaux et contre les plus pauvres, avec un supplément d'arrogance et de mépris ? Les salons feutrés où se déroule ce prétendu « dialogue social » n'ont jamais été un terrain favorable pour les travailleurs. Pour faire reculer Macron et son monde, lui faire remballer sa réforme des retraites et imposer l'augmentation réelle des salaires ou des embauches pour partager le travail entre tous et toutes, pas de raccourci : nous ne pourrions compter que sur nos luttes, nos grèves, les manifestations et autres casserolades, en mettant toutes nos forces dans la bagarre.

Le ministre de la santé, lundi, à France Info :

F. Braun s'est vanté d'avoir désengorgé les Urgences, en expliquant que les départements qui ont imposé de passer par le 15 avant d'accueillir aux Urgences ont diminué 20 % la fréquentation des Urgences... Peu importe, donc, les pertes de chances. Peu importe si ça décourage les patients, souvent les plus précaires, de se faire soigner. Peu importe si les services d'Urgences continuent de crier leur saturation totale. Peu importe enfin si les Assistants de régulation médicales (ARM) qui répondent au 15 sont eux-mêmes en sous-effectif criant – et les quelques embauches que le ministre dit vouloir concéder n'y changeront rien...

Et Braun annonce tranquillement 5 % de réduction sur le budget de la santé !

Comment ? Peut-être en réduisant l'indemnisation des arrêts maladie ! et sinon en luttant contre la « fraude aux prestations sociales », dit-il (même pas 1 milliard, soit 0,2 % du total) – vieille recette pour stigmatiser les pauvres, alors que la fraude des patrons aux cotisations sociales s'élève à 25 milliards, et l'évasion fiscale à plus de 117 ! De l'argent il y en a !!! La santé devrait être une priorité !

Rappel

Le salaire de base brut d'une aide-soignante c'est 1750 euros, pour une infirmière ou une préparatrice en pharmacie c'est 1890 euros... !

Pour Carlos Tavares, PDG du groupe Stellantis (PSA) c'est... 2 millions d'euros par mois. Et en 2025, le groupe lui réserve une « super-méga-prime » de 25 millions de plus. Pendant que certains galèrent avec les fins de mois, eux roulent sur l'or. Rien ne le justifie. Rien.

Augmentez les salaires ! Indexation sur les prix !

Grève à la Pitié**Les préparatrices en pharmacie entrent en action !**

Depuis mardi, à la Pitié, la pénurie en médicaments guette les services... mais c'est pour la bonne cause ! Les préparatrices en pharmacie sont entrées en grève, notamment ceux de la pharmacie principale et de l'UPCO. Elles dénoncent leurs conditions de travail, le manque d'effectif et les faibles salaires... Bref, nos revendications à tous ! Elles montrent l'exemple !

Financer le SNU... ou les IFSI ?

Généraliser le service militaire nouvelle formule (SNU) pour embrigader la jeunesse, comme le veut le gouvernement, coûterait 3 milliards par an. A côté de ça, prendre en charge les formations en IFSI et une rémunération légale des stages reviendrait à 1,6 milliard... On voit bien les priorités du gouvernement !

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Pour l'informer ou prendre contact avec ses militants → etincelle.aphp@gmail.com

Pour lire le reste de nos publications → nouveaupartianticapitaliste.fr



@npanouveaupartianticapitaliste

Attractivité, attractivité...

Personne ne voudrait travailler à l'hôpital ? Au départ, si ! La formation en écoles d'infirmiers est même la plus demandée sur Parcoursup (près de 700 000 candidatures en 2021 pour seulement 36 000 places en 1^{ère} année !). Mais les étudiants sont très nombreux à décrocher – et pour cause, les conditions de boulot sont désastreuses ! Donc quand Borne annonce début mai 2 000 places supplémentaires en IFSI : déjà c'est plus qu'insuffisant, mais en plus ça ne règle en rien le problème ! Ce qu'on veut c'est des embauches et des augmentations !

Non à la fermeture des centres de loisirs hospitaliers

La direction de l'AP-HP nous explique partout qu'elle fait tout pour attirer et fidéliser le personnel. À l'hôpital Beaujon, elle vient de décider, pourtant, la fermeture du centre de loisirs, seul moyen de garde proche du boulot... N'acceptons plus d'entendre qu'ils « n'arrivent pas à embaucher » alors que tout est fait pour qu'on s'enfuit !

Grève reconductible aux Urgences gynéco d'Aulnay

Le personnel des urgences gynécologiques de Robert Ballanger à Aulnay est en grève depuis le 6 mai pour dénoncer le manque de personnel (les urgences ont été partiellement fermées du 21 au 24 avril), les conditions de travail et d'accueil des femmes enceintes et pour réclamer la prime de risque de 118 euros brut, mise en place en 2019 pour le personnel des urgences. Le forfait patient urgences (FPU) s'applique bien à Ballanger, alors pourquoi pas la prime ?

Face à l'industrie pharmaceutique...

Plus de 3 000 médicaments manquent depuis des mois dans les pharmacies en France, et pas des moindres : traitements anticancéreux ou antiépileptiques, antibiotiques ou encore pilules abortives ! Que répond le lobby de l'industrie pharmaceutique, le LEEM ? Qu'il faut augmenter le prix des médicaments ! Ce que leur a confirmé le ministre de la santé Braun au sommet « Choose France » à Versailles ce lundi !

On a une autre solution : que les travailleurs réquisitionnent les moyens de production et produisent à prix coûtant, en fonction des besoins réels. C'est ça, ou le profit nous rendra tous malades !

Paris 2024 : les étudiants expulsés de leur logement !

Environ 3 000 logements universitaires seront mis à disposition des Jeux olympiques de Paris à l'été 2024, a confirmé le ministère de l'Enseignement supérieur. Petit problème : seuls 30 % des logements du Crous sont inoccupés pendant les congés d'été, les autres ne le sont pas ! Peu importe pour le gouvernement : leurs occupants devront loger ailleurs le temps des Jeux.